



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Vingt-neuvième session

Abidjan (Côte d'Ivoire), 4-8 avril 2016

Rapport de synthèse sur les recommandations des organes régionaux de la FAO

Résumé

La FAO est dotée de plusieurs comités et commissions statutaires sectoriels ou thématiques qui constituent des espaces de dialogue dans lesquelles les pays de la région Afrique peuvent convenir d'un plan d'action commun et suggérer des priorités concernant l'appui que la FAO pourrait fournir, et formuler des recommandations à cet égard. Ces organes émettent des avis sur la formulation de politiques, dont ils examinent et coordonnent la mise en œuvre au niveau régional. À l'occasion de leurs sessions, ils adressent des recommandations aux membres ainsi qu'aux organes régionaux et internationaux de la FAO dans ces domaines.

Le présent document donne une vue d'ensemble des questions soulevées et des recommandations formulées par ces comités et commissions pendant l'exercice biennal 2014-2015. Les participants à la Conférence régionale pour l'Afrique souhaitent peut-être garder ces questions à l'esprit pour décider d'un plan d'action commun et adresser des recommandations à la Conférence et au Conseil de la FAO.

Questions à porter à l'attention de la Conférence régionale

La Conférence régionale pourrait décider:

1. de consacrer, à ses sessions futures, au moins un point aux questions relatives aux ressources naturelles;
2. d'inscrire à l'ordre du jour de sa trentième session deux questions transversales d'importance régionale, à savoir les combustibles ligneux source d'énergie dans les zones rurales

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement.

Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



mp588

et l'eau;

3. de renforcer la collaboration au niveau national entre les secteurs de l'agriculture, des forêts et de l'eau pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets;
4. de prendre note des conclusions des organes régionaux des pêches.

A. VINGT-QUATRIÈME SESSION DE LA COMMISSION AFRICAINE DES STATISTIQUES AGRICOLES

1. La Commission africaine des statistiques agricoles (CASA) a tenu sa vingt-quatrième session à Kigali (Rwanda) du 1er au 4 décembre 2015. Étaient présents 20 délégués des États Membres, ainsi que des observateurs de cinq institutions nationales, régionales et internationales. Au total 77 participants ont assisté à la session. Le nouveau bureau, composé d'un président (Rwanda), d'un vice-président (République du Congo) et de deux rapporteurs (Burkina Faso et Tanzanie) a été élu.

2. La Commission, à sa vingt-quatrième session:

- a) a encouragé tous les gouvernements à soutenir la participation aux réunions de la Commission au niveau régional et, à l'avenir, au niveau mondial;
- b) a noté que le taux de réponse aux questionnaires de la FAO était souvent faible, et recommandé les mesures suivantes: i) chaque pays doit désigner un bureau qui est chargé des activités statistiques dans l'agriculture et les domaines apparentés, ii) la FAO doit coordonner les envois des questionnaires par le biais du statisticien en chef afin d'éviter les doublons dans les demandes, iii) des formations et des ateliers spécifiques doivent être organisés afin de traiter les questions relatives aux données, iv) des options de collecte des données multimodales doivent être élaborées, comme par exemple les questionnaires en ligne, les interfaces de programmation (API), de préférence en formats d'échange de données et de métadonnées statistiques (SDMX), et v) les questionnaires doivent être renvoyés même lorsque de nouvelles données ne sont pas disponibles, les soumissions antérieures devant être réexaminées et modifiées si nécessaire et ceci – c'est important – en indiquant clairement les raisons de l'absence de nouvelles informations;
- c) a encouragé la FAO à établir des normes et à apporter un soutien technique aux niveaux national et régional, notamment en ce qui concerne les capacités techniques requises pour le suivi des nouveaux indicateurs définis par le Groupe d'experts interinstitutions; a suggéré que la FAO élabore un manuel pour le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des ODD ayant trait à l'alimentation et à l'agriculture;
- d) a recommandé CountrySTAT en tant que plateforme de diffusion pour les indicateurs relatifs aux ODD; a aussi recommandé la pleine coordination à travers les institutions régionales pour la collecte et la diffusion des données ainsi que pour les activités de renforcement des capacités;
- e) s'est félicitée que les nouvelles directives pour le recensement mondial de l'agriculture 2020 soient disponibles en temps voulu, qu'il soit prévu de lancer de nouvelles directives par le biais de tables rondes régionales dès 2016;
- f) a recommandé aux partenaires d'exécution de la Stratégie mondiale en Afrique de prendre en compte les activités de renforcement des capacités réalisées par les organisations régionales afin d'éviter les doubles emplois; la collecte de données doit être assurée par les pays mettant en œuvre le Plan stratégique pour les statistiques agricoles;

- g) a recommandé aux pays de promouvoir les plans stratégiques pour les statistiques agricoles et de les porter à l'attention des plus hautes autorités de l'État afin de s'assurer leur soutien; a souligné combien la mobilisation des ressources était importante pour la mise en œuvre du plan d'action de la Stratégie mondiale au niveau national (collecte des données) et a encouragé la FAO à aider à trouver des partenaires fournisseurs de ressources pour la mise en œuvre;
- h) a pris note de l'approche à deux niveaux concernant les arrangements de gouvernance statistique, avec éventuellement une commission mondiale des statistiques comprenant des groupes de travail régionaux permanents et une représentation régionale désignée à un bureau intersessions.

3. Les documents de la session sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/economic/ess/ess-events/afcas/afcas24/fr/>.

B. COMITÉ DES PÊCHES CONTINENTALES ET DE L'AQUACULTURE POUR L'AFRIQUE

4. Deux sessions extraordinaires du Comité des pêches continentales et de l'aquaculture pour l'Afrique (CPCAA) se sont tenues, l'une en décembre 2014, l'autre en juillet 2015. La première s'est tenue les 1^{er} et 2 décembre 2014 à Lusaka (Zambie). Au total, 47 délégués, qui représentaient 22 États Membres et quatre organismes invités en qualité d'observateur, ont participé à la session. La seconde s'est tenue les 14 et 15 juillet 2015 à Dakar (Sénégal). Au total 45 délégués, qui représentaient 21 États Membres plus le Bureau interafricain pour les ressources animales (BIRA) de l'Union africaine (UA), à titre d'observateur, ont participé à la session.

5. À la session de Lusaka, le Comité a examiné les résultats, l'efficacité et l'avenir du CPCAA. Il a noté plusieurs problèmes qui limitent l'efficacité du CPCAA, nuisent à son action et menacent son existence même. Le Comité a recommandé un examen des statuts et du règlement intérieur du CPCAA afin de lui permettre de traiter des questions techniques et scientifiques spécifiques. La réunion a recommandé de constituer un groupe de travail (République démocratique du Congo, Gambie, Malawi [présidence], Ouganda et Soudan) qui serait chargé d'examiner les statuts et le règlement intérieur du CPCAA. Une réunion du Groupe de travail a été organisée à Addis-Abeba (Éthiopie) les 10 et 11 mars 2015.

6. À sa session de Dakar, le Comité a examiné les modifications proposées aux statuts et au règlement intérieur par le Groupe de travail. Celles-ci visaient à rendre le CPCAA opérationnel compte tenu des nouvelles préoccupations générales d'ordre économique et socioculturel telles que la conservation de la biodiversité, le changement climatique, la pression sur les ressources et la durabilité. Les statuts et le règlement intérieur tels que modifiés sous réserve des changements suggérés ont été adoptés.

7. À cette session, le Comité est également convenu de mettre en place un fonds fiduciaire multidonateurs du CPCAA (ci-après «le Fonds fiduciaire»), en commençant par définir un programme de travail et un budget détaillé conforme au cadre stratégique de la FAO et des mécanismes d'exécution aux niveaux régional (initiatives régionales) et national (cadres de programmation par pays). Il a été décidé qu'un groupe de travail composé du Sénégal, de la Gambie, du Lesotho, du Soudan, du Burkina Faso, du Tchad et du Niger, sous la direction de la FAO, continuerait d'élaborer la proposition.

8. Le Comité est par ailleurs convenu des actions prioritaires suivantes:

- a) fournir d'autres avis quant au développement de l'aquaculture durable;
- b) rassembler des informations sur les besoins, notamment les infrastructures, les ressources matérielles et humaines, et la formation;

- c) élaborer un plan stratégique et un plan d'action correspondant;
- d) travailler avec les pays et les organisations sous-régionales et régionales pour lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans les eaux intérieures et harmoniser les législations dans les pays qui ont des eaux intérieures en commun.

9. Le CPCAA a été informé des orientations de la Conférence de la FAO et du Conseil de la FAO relatives à la création de nouveaux organes statutaires; il a aussi été informé que le processus relatif à la mise en place du CPCAA en tant qu'organe indépendant, au sein ou en dehors de la FAO, était compliqué, long et coûteux, et risquait de n'offrir que bien peu d'aide pour traiter les problèmes du CPCAA. Il a donc examiné quatre options avant de décider des modalités de la coopération future dans les pêches continentales et l'aquaculture en Afrique, ainsi que les avantages et inconvénients de chacune d'elles. Il a envisagé les solutions suivantes:

- 1) maintenir le CPCAA en tant qu'organisme créé en vertu des dispositions de l'article VI de de l'Acte constitutif de la FAO et réviser ses statuts et son règlement intérieur afin d'actualiser ses fonctions, son mandat et ses modalités de travail;
- 2) supprimer le CPCAA et recommander que tout futur programme de travail soit réalisé selon des modalités de fonctionnement plus souples, axées sur des tâches spécifiques ayant une durée déterminée;
- 3) proposer éventuellement d'autres solutions.

10. Le Comité a décidé de maintenir le CPCAA en tant qu'organisme créé en vertu des dispositions de l'article VI de de l'Acte constitutif de la FAO et a revu ses statuts et son règlement intérieur afin de lui permettre de traiter des questions techniques et scientifiques spécifiques. Les statuts et le règlement intérieur tels que modifiés ont été adoptés.

SEPTIÈME SESSION DE LA COMMISSION DES PÊCHES POUR LE SUD-OUEST DE L'Océan Indien

11. La Commission des pêches pour le Sud-Ouest de l'océan Indien (CPSOOI) a tenu sa septième session à l'hôtel Cardoso, à Maputo (Mozambique), du 12 au 16 octobre 2015. Étaient présents des délégués de neuf États Membres et des observateurs de dix organisations et projets intergouvernementaux et internationaux non gouvernementaux.

12. La Commission a noté le déclin des stocks de crevettes dans la région et a approuvé ses recommandations. Elle a pris note de l'évolution des stocks de poisson au cours de ces dix dernières années, s'est félicitée des initiatives visant à renforcer les capacités d'évaluation et de gestion des stocks, mais a estimé qu'elles étaient encore insuffisantes compte tenu des besoins de la région, et a demandé au Secrétariat d'offrir de nouvelles formations.

13. La Commission a noté les résultats positifs du groupe de travail sur la coopération et la collaboration dans le secteur de la pêche au thon, et a approuvé ses avis concernant l'Accord des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien, la Déclaration de Maputo, et le projet de protocole sur les conditions minimales d'accès aux sites de pêche. Elle a révisé le règlement intérieur de la CPSOOI de manière à encourager les membres à participer davantage et à prendre des responsabilités accrues, et de manière à permettre la création d'un fonds fiduciaire pour les contributions volontaires. Prenant note de la résolution 11/2015 de la Conférence de la FAO, les membres ont souhaité poursuivre le renforcement de l'organisme créé en vertu des dispositions de l'article VI et entamer des négociations en vue d'établir un organisme relevant de l'article XIV. La Commission a soulevé des questions concernant le secrétariat de la CPSOOI et la création d'un centre de suivi, contrôle et surveillance de la SADC à Maputo.

14. La Commission a aussi délibéré de l'incorporation de la composante régionale du projet de croissance et de gouvernance des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien (SWIOFISH1) au sein du secrétariat de la CPSOOI et créé un comité directeur du projet. Enfin, le programme de travail de la Commission jusqu'à la prochaine session a été examiné et approuvé.

15. Des documents concernant les différentes commissions sur les pêches sont disponibles aux adresses suivantes: www.fao.org/fishery/rfb/swiofc/en et www.fao.org/fishery/rfb/cifaa.

C. VINGTIÈME SESSION DE LA COMMISSION DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE POUR L'AFRIQUE

16. La Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique (CFFSA) a tenu sa vingtième session à Nairobi (Kenya), du 1^{er} au 5 février 2016, sur le thème de la gestion durable des forêts et de la faune sauvage en Afrique – accroître les valeurs, les avantages et les services – afin de mettre en lumière et de promouvoir la mise en œuvre des nombreuses facettes de la gestion durable des forêts et de la faune sauvage et leur importance pour les moyens d'existence de millions de personnes et pour le développement durable de la région.

17. Étaient présents 54 représentants de 12 États Membres et six représentants d'organismes du système des Nations Unies, ainsi que des observateurs de 15 organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales.

18. La Commission a examiné les questions suivantes: processus de décision mondiaux; les forêts et le changement climatique (adaptation et atténuation); produits forestiers non ligneux; mise en œuvre des politiques relatives aux forêts et aux espèces sauvages en Afrique; améliorer la durabilité et l'efficacité de la production et de la consommation de combustibles ligneux; rapports sur les mesures prises par la FAO et les Membres pour la mise en œuvre des recommandations de la dix-neuvième session de la CFFA; chasse et commerce illicites; gestion des forêts et des ressources en eau en Afrique; restauration des forêts et des paysages.

19. La Commission a souligné que la collaboration et la coordination entre les forêts et les autres secteurs, notamment l'agriculture, l'énergie et l'eau, seront déterminantes pour la réalisation des ODD, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, et a reconnu que les politiques forestières et les plans de convergence sous-régionaux contribueraient à la conservation des forêts et des espèces sauvages dans la région.

20. La Commission a rappelé l'importance de l'Accord de Paris (vingt et unième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques [CCNUCC]) en ce qui concerne les forêts et le changement climatique (adaptation et atténuation) et a invité instamment les pays à mettre en œuvre les dispositions de l'accord de manière coordonnée et inclusive. La Commission a souligné que les stratégies de réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD+) exigeaient un renforcement généralisé des capacités et devaient être intégrées dans les lois et les politiques.

21. La Commission a noté qu'il importait de réglementer les régimes fonciers applicables aux produits forestiers non ligneux (PFNL) et d'améliorer la domestication des espèces dont ces produits sont issus, tout en soutenant la création de valeur ajoutée et le développement du marché et des entreprises au niveau local.

22. La Commission a souligné les possibilités offertes aux pays d'harmoniser les politiques et les lois relatives à l'utilisation des terres, comme par exemple l'initiative de l'Union Africaine sur les politiques foncières et les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

23. La Commission a reconnu l'importance des critères et indicateurs pour l'évaluation des progrès accomplis dans la gestion durable des forêts et la réalisation des ODD, et a noté qu'il fallait encourager l'utilisation.

24. La Commission a souligné qu'il fallait prendre d'urgence des mesures pour que les combustibles ligneux soient produits dans des conditions plus durables et consommés de manière à obtenir un meilleur rendement.
25. S'agissant de la mise en œuvre de ses recommandations, la Commission a invité les membres à faire un effort accru pour soumettre leurs rapports.
26. La Commission a pris note des principales conclusions du Congrès forestier mondial, s'agissant notamment de l'intégration de toutes les parties prenantes, en particulier les jeunes, au processus de planification. Elle a demandé à tous les États Membres de poursuivre sur la lancée et de traduire la «Vision 2050» en actions concrètes (programmes) aux niveaux régional et national.
27. La Commission a soulevé la question de la planification de l'utilisation des terres, estimant qu'il s'agissait là d'un élément essentiel pour trouver un équilibre entre la conservation et les besoins de développement, améliorer les moyens d'existence et atténuer les conflits opposant les humains à la faune sauvage, et réduire le plus possible les prélèvements illicites sur la flore et la faune sauvages.
28. La Commission a insisté sur la nécessité d'une participation accrue des parties prenantes et d'une consultation ouverte, notamment des interventions des pouvoirs publics, afin d'assurer la croissance des petites entreprises qui dépendent de la forêt et de la faune sauvage.
29. La Commission a noté qu'il était important d'établir des synergies et une collaboration entre les programmes relatifs aux forêts, à l'eau et aux changements climatiques et de mettre en commun l'information sur la gestion des bassins versants.
30. La Commission a demandé que des mesures urgentes soient prises pour améliorer la participation des femmes et des jeunes et en renforcer le rôle dans les prises de décision dans les secteurs de la forêt et des espèces sauvages, ainsi que pour repenser les systèmes et les politiques d'éducation en la matière.
31. La Commission a examiné l'expérience acquise dans la planification et la mise en œuvre de la remise en état des forêts et des paysages, soulignant que ce travail constituait un investissement dans la productivité et la durabilité des écosystèmes sur le long terme et créait des emplois et d'autres avantages du point de vue des moyens d'existence.
32. La Commission a proposé que le rôle des femmes et des jeunes dans le secteur des forêts soit inscrit à l'ordre du jour de la vingt-troisième session du Comité des forêts.
33. La Commission a recommandé:
- que la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique inscrive à l'ordre du jour de ses sessions, de manière systématique et plus complète, un point consacré aux questions relatives aux ressources naturelles;
 - que deux questions transversales d'importance régionale, à savoir les combustibles ligneux source d'énergie dans les zones rurales et l'eau, soient inscrites à l'ordre du jour de la trentième session de la Conférence régionale.
34. Le Mali a proposé d'accueillir la vingt et unième session de la Commission, en 2018.
35. Les documents de la session sont disponibles à l'adresse suivante:
<http://www.fao.org/forestry/afwc/fr/>.